

Les déterminants de la compétitivité des filières bananes de Martinique et de Guadeloupe

Competitiveness of the French West Indies Banana production

Ludovic Temple, Philippe Marie et Frédéric Bakry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/352>

DOI : 10.4000/economierurale.352

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2008

Pagination : 36-54

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Ludovic Temple, Philippe Marie et Frédéric Bakry, « Les déterminants de la compétitivité des filières bananes de Martinique et de Guadeloupe », *Économie rurale* [En ligne], 308 | Novembre-décembre 2008, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/352> ; DOI : 10.4000/economierurale.352

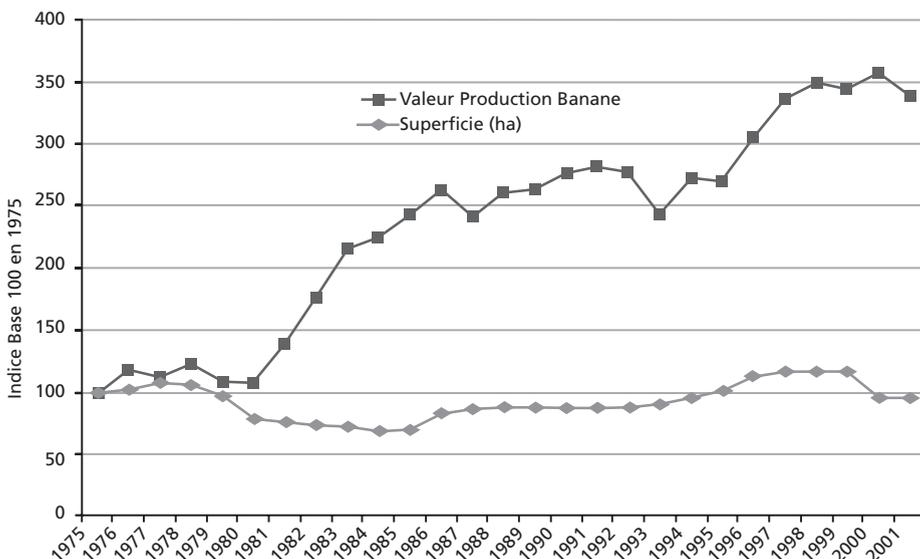
Les déterminants de la compétitivité des filières bananes de Martinique et de Guadeloupe

Ludovic TEMPLE, Philippe MARIE, Frédéric BAKRY • CIRAD, Montpellier

La production bananière de Martinique et Guadeloupe joue un rôle central dans la développement des économies insulaires¹ où les taux de chômage sont très élevés². Depuis les années 1970, cette contribution se réalise par d'importants changements technologiques dont un indicateur est l'évolution comparée en Martinique de l'accroissement de la valeur de la Production agricole finale (PAF) et des superficies cultivées (graphique 1).

Elle est pourtant soumise à l'évolution de contraintes structurelles de son environnement qui conditionnent son futur. Ces contraintes se déclinent selon trois plans principaux. Le premier renvoie aux effets attendus de la restructuration du volet externe de l'Organisation commune du marché de la banane (OCMB) qui devrait résorber la mauvaise intégration de ce marché dont rend compte l'accroissement du différentiel de prix entre le

Graphique 1. Evolution comparée entre les superficies cultivées et la valeur de la production agricole finale en Martinique



Source : Données DAF - Martinique

1. En 1999, elle contribuait à 30 % de la valeur ajoutée du secteur agricole et agroalimentaire en Martinique et à 13 % en Guadeloupe.
2. L'évaluation d'impact en termes d'emplois sous-entend la prise en compte des emplois directs, indirects et secondaires, soit un nombre d'actifs estimé à 11 000 en Martinique et 7 500 en Guadeloupe.

marché américain et européen. Le deuxième procède des incertitudes sur la réforme du volet interne qui résultera de compromis politiques entre pays européens pour le maintien d'un régime d'aide compensatoire favorable à la production bananière. Le troisième porte sur les contraintes induites par l'évolution des économies insulaires : augmentation du coût du travail, urbanisation accélérée des îles en relation notamment avec la croissance du tourisme, contraintes environnementales au niveau de l'interdiction de pesticides ou de la protection des zones habitées et des ressources en eaux. Dans ce contexte d'ajustement et d'incertitudes, cet article de synthèse rend compte des principaux déterminants de la compétitivité de cette filière. Il propose, sur la base de ce diagnostic, de tracer les axes stratégiques d'intervention pour le maintien de cette production.

Le cadre méthodologique repose sur une démarche d'analyse de filière qui qualifie les déterminants de la compétitivité autour de trois axes centraux : (i) les coûts de revient, (ii) les externalités sur le développement, (iii) les déterminants hors coûts qui permettent de différencier qualitativement le produit. Ce diagnostic a été établi à partir de trois sources d'informations complémentaires (Temple *et al.*, 2005). La première résulte d'une enquête à dire d'experts auprès des principaux opérateurs impliqués dans la filière. L'échantillon auprès duquel ont été conduits des entretiens semi-directifs regroupe 81 personnes-ressources de la profession bananière dont 48 en Martinique, 31 en Guadeloupe qui se répartissent entre les administrations publiques, les entreprises privées, la recherche publique. La deuxième porte sur une base de données de 70 comptabilités d'exploitation. La troisième mobilise des données secondaires produites par l'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer, la direction de l'Agriculture et de la Forêt, l'Insee.

Caractérisation des filières de bananes antillaises

Entre l'océan Atlantique et la mer des Caraïbes, la Martinique avec 1 080 km² est située dans l'archipel des Petites Antilles ; la Guadeloupe, île voisine, a une superficie totale de 1 705 km². Dans ces deux îles, la production bananière a été développée afin de diversifier les cultures de rente habituelles : café, canne à sucre.

1. Le marché européen de la banane

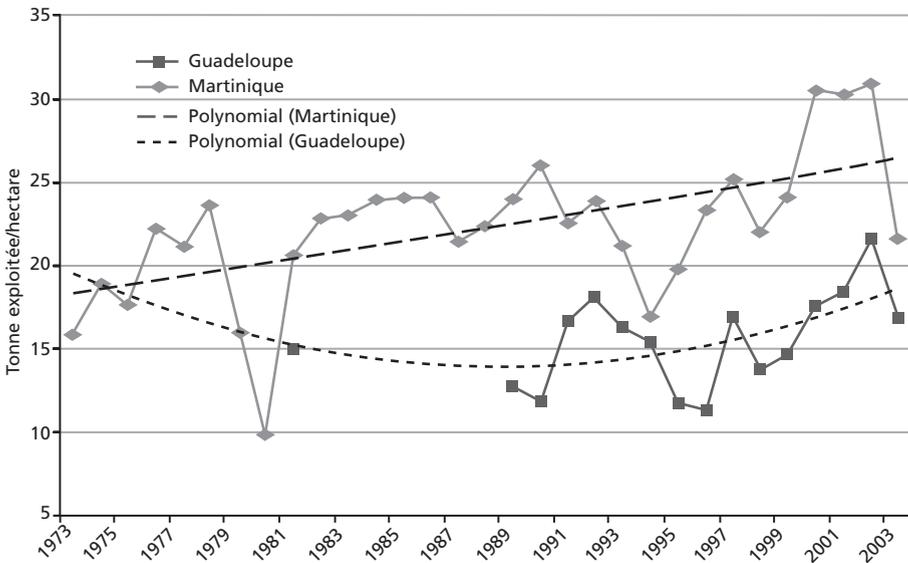
La consommation européenne de bananes en 2004 (Union européenne-25) s'élevait à 4,6 millions de tonnes. Les bananes en provenance d'Amérique latine constituent en moyenne 63 % de la consommation européenne contre 19 % pour les productions communautaires et 18 % pour les productions du groupe des États d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (ACP). La production antillaise (Martinique et Guadeloupe) concourt pour 8 % à cet approvisionnement global sur la période 1995-2004 (Loeillet, 2006). Depuis 1991, le prix à l'importation de la banane verte au stade Quai Wagon Départ (QWD) suit une tendance à la dégradation avec des phases de baisses et de hausses conjoncturelles tous les 2 à 3 ans. Le marché français de la banane se caractérise par la présence sur le sol national de trois filières qui structurent des coordinations d'opérateurs et qui entretiennent des relations de compétitions complexes :

- la filière de production de bananes antillaises (Martinique et Guadeloupe) ;
- la filière de production d'entreprises françaises dans des pays ACP (Cameroun, Côte d'Ivoire) ;
- la filière d'importation française qui réexporte (27 % des volumes) sur le marché européen.

2. Évolution de la production, des rendements moyens et des structures de production

En Martinique, l'extension de la production a eu lieu surtout après la Seconde

Graphique 2. Évolution comparée des rendements Martinique et Guadeloupe



Source : Statistiques DAF

Guerre mondiale jusqu'à dépasser les 10 000 ha cultivés en 1978. En 2003, les superficies dédiées à l'exploitation de la banane étaient de 8 000 ha environ. Les rendements moyens (tonnes exportées/hectare) ont augmenté pour atteindre une moyenne de 28 tonnes/ha en 1994 puis de 35 tonnes/ha dans les années 2000 (*graphique 2*). Ces rendements sont encore très variables, de 10 à 60 tonnes/ha selon les exploitations.

En Guadeloupe, la production culminait à 160 000 tonnes en 1974 mais en 1989 le cyclone Hugo détruisit la totalité des plantations. Les surfaces en bananes se sont stabilisées à 8 500 ha jusqu'en 1993. Elles ont ensuite progressivement diminué pour atteindre en 2003 environ 3 700 ha. Les rendements en terme de tonnes exportées/hectare³ depuis 1989 sont passés, en moyenne, de 13 tonnes/ha à 18 tonnes/ha. Au regard des résultats obtenus en

Martinique, les potentialités de la bananeraie guadeloupéenne sont encore importantes.

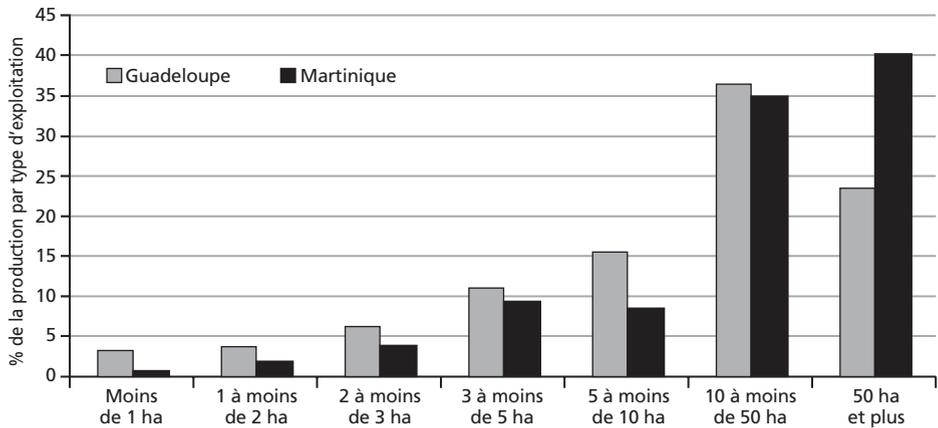
On observe une distribution dissymétrique de la répartition de la production dans les exploitations. À partir des données du recensement, on constate que les petites exploitations de moins de 5 ha représentent 83 % des exploitations en Guadeloupe et 76 % en Martinique soit 80 % des exploitations sur les deux îles. Elles ne contribuent pourtant qu'à 20 % des tonnages exportés (*graphique 3*).

Les exploitations de taille moyenne (entre 5 et 50 ha) représentent 17 % des exploitations en Guadeloupe et 20 % en Martinique, soit 18 % des exploitations sur les deux îles et contribuent à presque 50 % des exportations. Les grandes exploitations de plus de 50 ha localisées surtout en Martinique (3 % des exploitations) assurent 32 % des exportations de banane.

Dans ces îles, le nombre d'exploitations a chuté : en Guadeloupe, il est passé de 476 en 2000, à 320 en 2004. Sur la même période, en Martinique, le nombre d'exploitations est passé de 680 à 634. Cette régression se

3. Le rendement exporté/hectare est utilisé pour comparer les rendements entre différentes origines. Il tient compte des pertes qui ont lieu entre le champ et l'exportation et qui, pour partie, sont imputables aux itinéraires techniques mis en place à la parcelle.

Graphique 3. Répartition de la production banane/type d'exploitation



Source : Données recensement 2000, calculs des auteurs

poursuit actuellement. La taille moyenne des exploitations à vocation bananière est de 10,4 ha en Martinique et 7,3 ha en Guadeloupe. Les exploitations sont de petites entreprises souvent familiales qui ne sont pas comparables avec les entreprises agro-industrielles multinationales des origines concurrentes.

3. Caractérisation des zones de production

Le climat tropical humide antillais est favorable à la production bananière mais avec des spécificités qui, en raison de leurs impacts sur la compétitivité de la filière antillaise, doivent être rappelées.

– *La fréquence et l'intensité des cyclones*, plus marquée en Guadeloupe qu'en Martinique⁴ conduit à une instabilité quantitative et qualitative de l'offre.

– *L'accès insuffisant à l'eau d'irrigation* qui handicap le rendement, la qualité et l'orientation de la production.

– *La pression parasitaire élevée*, du fait de la conduite ininterrompue de la monoculture favorise l'augmentation des populations de parasites dans les sols (nématodes), occasionne une baisse des rendements et un allongement des cycles de production.

4. La Martinique a connu 14 perturbations tropicales importantes depuis 1959 et la Guadeloupe 18.

– *L'évolution de la réglementation phytosanitaire* vers une utilisation de plus en plus limitée de l'usage des pesticides⁵, dans un contexte de pression parasitaire important.

4. Hétérogénéité des performances techniques des exploitations

Les différentes pratiques culturales menées aux Antilles françaises se différencient entre un itinéraire technique standard en agriculture conventionnelle, des itinéraires techniques en agriculture raisonnée, des situations particulières concernant le cas des bananeraies pérennes d'altitude en Guadeloupe à bas niveau d'intrants. Des efforts ont été réalisés concernant l'organisation du travail, l'ergonomie des postes, la mécanisation ou l'adaptation des infrastructures. Ils se sont traduits par une amélioration significative des performances du travail associées en général à une réduction de sa pénibilité. Certaines exploitations martiniquaises atteignent aujourd'hui des rendements de plus de 50 t/ha/an avec des ratios de main-d'œuvre (MO) inférieurs à 0,8 MO/ha. L'hétérogénéité des performances techniques entre les exploitations reste cependant forte

5. Interdiction de produits de traitements, loi « des 50 mètres » qui interdit les traitements aériens à moins de 50 mètres des habitations dans un contexte de mitage habitat/parcelle de production.

dans les Antilles. Si on l'analyse sur les données statistiques de 2003 et de 2004, on constate les observations suivantes.

En 2003 en Guadeloupe, 50 % de la production était assurée par des plantations dont le volume annuel était inférieur à 1 000 t (volume nécessaire pour exporter au minimum un conteneur de 40 pieds par semaine toute l'année). La progression de ce chiffre à 66 % en 2004, traduit une augmentation de l'atomisation et donc de l'hétérogénéité de la production. Comparativement, ce chiffre reste stable en Martinique, à environ 31 %.

En 2004, 101 petits producteurs (11 % environ) ont exporté moins de 10 tonnes de fruits par an ce qui représente moins d'une palette de fruits exportés par mois. Ces producteurs avec un niveau aussi faible de production et d'exportation peuvent difficilement exporter des fruits de qualité au sens industriel. La récolte n'étant faite que

toutes les deux ou trois semaines, la durée de vie verte des fruits ne peut être maîtrisée. De même, une partie des petites exploitations inférieures à 4-5 ha et produisant généralement moins de 100t/an, appartiennent à des retraités ou des pluriactifs avec une offre qualitative très hétérogène.

Les déterminants de la compétitivité

1. Les coûts de revient de la banane

L'analyse de compétitivité coût vise à établir les coûts de revient (*graphique 4*). Pour cela notre démarche a croisé trois méthodes complémentaires afin de valider avec le plus de précision possible les résultats :

- une évaluation des coûts calculés à partir des comptabilités d'exploitation ;
- un calcul effectué à partir d'une reconstruction des différents itinéraires techniques ;
- une approche globale.

Graphique 4. Évaluation des coûts de revient de la banane antillaise

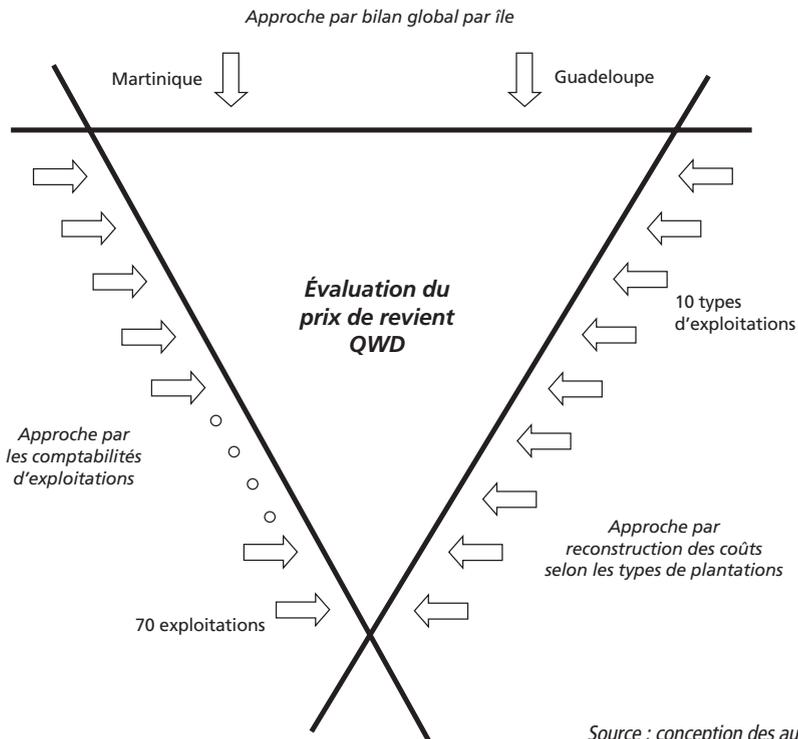


Tableau 1. Coût de revient Quai Wagon Départ

	CI	MO	CF	CT	QWD	Unité
Moyenne	0,19	0,26	0,13	0,24	0,83	€/kilo
Ecart-Type	0,06	0,08	0,08	0,04	0,10	
	23 %	32 %	16 %	29 %	100 %	
Martinique	0,18	0,28	0,18	0,25	0,89	€/kilo
Guadeloupe	0,20	0,25	0,10	0,23	0,79	€/kilo
Martinique	19 %	32 %	20 %	29 %	100 %	
Guadeloupe	26 %	32 %	13 %	30 %	100 %	

Légendes : **CI** : Consommations intermédiaires - **CF** : Coûts Fixes (amortissements, frais généraux) - **MO** : Main-d'œuvre
CT : Coûts de Transport - **QWD** : Quai Wagon Départ

Les coûts de revient de la banane à partir des comptabilités d'exploitation. Les travaux présentés situent, entre les deux îles, le coût QWD du kilogramme de banane exporté à 0,84 €/kg. Ce coût, calculé à partir des comptabilités d'exploitation se décompose, par ordre d'importance, de la façon suivante (tableau 1) :

- 32 % en coût de main-d'œuvre salariée,
- 23 % en coût de consommations intermédiaires (intrants agricoles et au hangar),
- 29 % en coût de transport (sortie hangar au QWD + commission des importateurs),
- 16 % en coûts fixes (amortissements des plantations, immobilisations + frais généraux dont frais financiers).

La comparaison des situations de la Martinique et de la Guadeloupe permet d'observer que le coût de revient moyen QWD est plus élevé en Martinique (0,89 €/kg) qu'en Guadeloupe (0,79 €/kg). Cette différence s'explique par des coûts fixes d'exploitation inférieurs pour cette dernière, même si le coût des consommations intermédiaires est un peu plus élevé. Il faut souligner la forte dispersion de ces coûts de revient d'une exploitation à l'autre qui varient de 0,67 à 1 €/kg. La moyenne calculée à 0,84 €/kg rend compte de l'échantillon retenu (70 comptabilités).

- La structure des coûts de main-d'œuvre
 La main-d'œuvre constitue l'élément central du coût de revient de la banane antillaise (32 %). Son coût en station d'emballage (découpe, triage, traitement, emballage, palettisation, chargement) représente plus de

57 % de ce coût total de main-d'œuvre pour une exploitation de taille moyenne. Ce résultat est homogène entre les deux îles. Il montre que la filière banane est de type « agroalimentaire ».

- La structure des coûts de commercialisation
 Les données recueillies en parallèle auprès des groupements de producteurs ont permis de calculer une moyenne pondérée par les quantités pour trois exercices comptables (2000, 2001, 2002). Le coût de commercialisation moyen QWD a été estimé à 0,27 €/kg. L'élément le plus important du coût de commercialisation est le coût de transport lié au fret. Il est constaté une variation des autres coûts de commercialisation (frais de groupements pour les centres d'emportages, frais de transport du hangar au centre d'emportage...) d'un groupement à l'autre.

Analyse des coûts de revient par l'approche itinéraire technique. La reconstruction des coûts de revient par les itinéraires techniques (tableau 2), dont la typologie est brièvement décrite, conduit à construire une typologie des pratiques culturales à dire d'experts, qui s'est avérée différente pour la Martinique et la Guadeloupe.

En Martinique, les exploitations :

- conventionnelles non mécanisées à main-d'œuvre familiale (A) ;
- conventionnelles partiellement mécanisées à main-d'œuvre mixte (B) ;
- conventionnelles moyennes à main-d'œuvre salariée (C) ;

Tableau 2. Différences de coûts en euros/tonne selon les itinéraires techniques

Coûts / stades	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Régime pendant	244	272	301	249	276	241	154	273	310	248
Entrée hangar	304	332	362	309	336	301	213	332	368	307
Sortie hangar	614	679	710	622	665	608	478	658	714	615
QWD	851	916	946	859	902	848	715	895	949	852

Source : calcul des auteurs

- en culture raisonnée de taille moyenne à main-d’œuvre salariée (D) ;
- industrielles en zones traditionnelles (E) ;
- industrielles en zones d’extensions (F).

En Guadeloupe, exploitations :

- petites, en voie d’optimisation (G) ;
- grosses, en voie d’optimisation (H) ;
- fragilisées (I) ;
- stabilisées (J).

Pour chaque type, a été reconstruit un coût de revient à partir des itinéraires techniques appliqués en exploitation. Ce travail s’est appuyé notamment sur des référentiels produits par les techniciens des groupements de producteurs...

Cet exercice illustre la très grande variabilité des coûts de revient de la banane. La variabilité calculée est du même ordre de grandeur que celle obtenue à partir des comptabilités d’exploitation. On constate un resserrement de la fourchette de coût (de 0,71 €/kg à 0,95 €/kg) par rapport à l’approche précédente. Le coût de revient QWD moyen estimé par l’étude des itinéraires techniques est de 0,87 €/kg.

Les résultats de l’approche globale.

L’approche globale a utilisé des informations recueillies auprès de différentes institutions entre les années 2000 et 2002 :

- pour les coûts de main-d’œuvre, nous avons utilisé les données d’actif agricole par hectare fournies par le Recensement général agricole,
- pour les investissements, nous avons utilisé les montants fournis dans les Documents uniques de programmation des fonds structurels (DOCUP),
- pour les intrants, nous avons utilisé les

résultats d’une enquête (Chabrier *et al.*, 2005) qui fournit les quantités globales de produits phytosanitaires utilisés en banane-raie.

- pour le coût du transport et les frais généraux pris en compte dans l’approche globale, nous les avons estimés autour d’une moyenne de 240 €/t.

Les masses financières relatives à ces différents postes par île ont ensuite été divisées par la production exportée, ce qui donne l’estimation globale du coût de revient QWD de la banane. Cette méthode d’approche croise des données issues de sources d’informations différentes. Elle aboutit à un coût de revient QWD moyen de 859 €/t qui se situe entre les deux estimations précédentes.

Ce nouveau résultat de 859 €/t consolide les deux résultats précédents au niveau de la fourchette dans laquelle se situe les coûts de revient. Cette approche attire l’attention sur le poids du coût des intrants utilisés dans les stations emballages (cartons, palettes...).

2. Comparaison des trois démarches pour établir les coûts de production

La comparaison des résultats obtenus entre les trois approches, à partir des moyennes simples révèle un coût de revient Quai Wagon Départ calculé plus élevé pour l’approche itinéraires techniques (0,87 €/kg), une valeur moyenne pour l’approche globale (0,86 €/kg), et enfin une valeur plus basse pour l’approche basée sur les comptabilités d’exploitation (0,84 €/kg). La convergence des résultats obtenus à partir de trois approches méthodologiques apporte une certaine robustesse des résultats (tableau 3).

Tableau 3. Comparaison des coûts de revient : Antilles/Cameroun

Coût de revient €/kg	Approche comptabilités	Approche itinéraires techniques	Approche globale	Approche comptable Origine Cameroun*
Consommations intermédiaires	0,19	0,17	0,15	-
Main-d'œuvre	0,27	0,29	0,41	-
Amortissements	0,05	0,03	0,05	-
Coût de transport	0,24	0,21	0,24	-
Frais généraux	0,08	0,08	inclus dans les autres postes	-
Frais financiers	0,01	0,09	0,01	-
Total	0,84	0,87	0,86	0,63

Source : calculs des auteurs et *GFA (2001)

Quel coût de revient moyen à retenir pour maintenir l'équilibre de la filière ?

Les bonnes performances (en coût de revient) d'un certain nombre de petites et moyennes exploitations (entre 4 et 15 hectares - itinéraires techniques de certaines exploitations de types A et d'exploitations de type G) ayant de faibles rendements sont liées à plusieurs variables comme l'absence de structures lourdes, le recours à la main-d'œuvre familiale, et une main-d'œuvre salariée parfois non soumise à la législation sur les 35 heures. Leurs performances « coût » peuvent s'expliquer aussi par une prise en charge par la profession d'un ensemble de coûts qui résultent des liens d'interdépendance entre les producteurs. Ces coûts principaux qui sont ainsi « mutualisés » sont les suivants :

Le coût de revient du traitement contre la cercosporiose qui est proportionnel aux surfaces traitées. Ce mode de financement (paiement à la tonne et non à la surface) revient à la prise en charge partiel des coûts de traitement des exploitations à faible rendement, par les exploitations à fort rendement (plus de 40 t/ha). Pour des rendements inférieurs à la moitié de la moyenne, le principe de solidarité équivaut à une baisse de charges de 15 €/t.

Les coûts de conditionnement, ainsi dans les centres d'emportage varie, le coût de revient moyen de traitement d'un conteneur est de 143 € (moyenne 2001-2002).

Cette prestation est facturée sur compte de vente 1,75 €/t alors que son coût réel est de 16 €/t. Ceci équivaut à une baisse de charges de plus de 14 €/t par rapport au réel pour les utilisateurs de ces centres d'emportage.

Le coût des techniciens qui encadrent les exploitants et qui sont financés par l'ensemble de la profession et les pouvoirs publics ce qui évite de faire appel à des structures privées plus coûteuses.

Ces éléments montrent que le faible coût de revient d'une partie des petites ou moyennes exploitations peut s'expliquer par un effet de mutualisation de certains coûts. Il est donc nécessaire d'assurer la survie des exploitations qui de par l'importance de leurs volumes constituent le cœur de la production et maintiennent une masse critique de production compatible avec la pérennité de la filière antillaise.

3. La compétitivité coût par rapport aux origines extracommunautaires

Dans le cas d'une étude menée en 2000, le coût de revient QWD de la banane camerounaise⁶ a été estimé à 0,63 €/kg, toutes taxes d'importation sur le marché européen incluses (GFA, 2001). Il serait ainsi inférieur en moyenne à 36 % à celui de la banane antillaise.

6. Les données sur les origines latino-américaines sont trop anciennes pour réaliser des comparaisons d'autant que les méthodologies pour leur élaboration sont peu fournies.

Tableau 4. Impact du différentiel de coût de main-d'œuvre sur les coûts de revient SHE

Coûts Sortie hangar d'exploitation (SHE)	Antilles	Costa Rica	Cameroun
Itinéraire technique (plantations de type E)	0,69 €/kg	0,45 €/kg	0,42 €/kg
Différentiel théorique de coût de revient	-	-0,24 €/kg	-0,27 €/kg

Source : calculs des auteurs

Il est difficile de comparer avec fiabilité les coûts de la banane antillaise avec ceux des bananes extracommunautaires. En effet, les informations de coûts sur les origines extracommunautaires mobilisables ne donnent pas de précision sur les méthodologies mobilisées. Or les structures d'exploitation entre les différentes origines sont différentes. À la différence des Antilles, la production extracommunautaire est essentiellement assurée par des entreprises multinationales qui intègrent parfois les fonctions de transport, voire de mûrissage. Cette intégration permet selon les règles d'affectation des charges dans les comptabilités de modifier la réalité des coûts de revient et leur signification comparative. Nous proposons compte tenu des limites précédentes à partir de nos résultats sur l'approche comptable des coûts, d'analyser en quoi le différentiel du prix de travail entre les origines détermine un différentiel de compétitivité coût entre la banane antillaise et la banane extracommunautaire.

Ainsi dans les Antilles, l'étude des coûts de revient par les comptabilités d'exploitation fait ressortir que 32 % de ce coût est constitué par la masse salariale. Or le coût moyen d'une journée de travail en exploitation est de 66 €/jour aux Antilles. En comparaison, il n'est que de 9 €/jour au Costa Rica et tombe à 2 €/jour au Cameroun. Le différentiel de coûts du travail et l'importance de ce facteur dans le coût de revient, sont donc des handicaps structurels pour la compétitivité antillaise. Pour mieux apprécier l'impact du différentiel de coût de main-

d'œuvre, nous simulons (tableau 4) l'impact de la variation du coût de main-d'œuvre avec les origines extracommunautaires, sur le coût de revient Sortie hangar d'exploitation (SHE). Pour cela nous utilisons la grille de reconstitution des coûts que nous avons constitué par la méthode des itinéraires techniques sur l'itinéraire technique d'une bananeraie industrielle en Martinique (type E) qui se rapproche le plus des itinéraires techniques du Cameroun et du Costa Rica.

Dans cette simulation, l'impact du différentiel de coût de la main-d'œuvre avantage les provenances africaines et sud-américaines de l'ordre de 35 à 40 % du prix de revient SHE par rapport à la provenance antillaise.

4. Les surcoûts liés à l'éloignement par rapport aux autres origines communautaires

Il est nécessaire de rappeler que la qualité finale de la banane s'élabore tout au long des opérations de culture, d'emballage⁷, de transport, mûrissage des fruits. Un des éléments expliquant la différence de qualité entre l'origine antillaise et l'origine canarienne est lié à la durée de transport entre les deux provenances. Elle est en moyenne de 10 jours pour les Antilles alors qu'elle n'est que de 2 jours pour les Canaries (banane espagnole). Pour maintenir une bonne qualité des fruits par rapport aux Canaries, l'éloignement des Antilles de ses marchés destinataires engendrent les surcoûts suivants liés :

- au contrôle des maladies post-récoltes ;
- à la maîtrise du point de coupe des fruits pour éviter les « mûrs d'arrivée » ;
- à une augmentation des écarts de triage en station d'emballage ;
- à l'utilisation d'intrants d'emballage adaptés ;
- au transport.

7. Elle implique notamment un bon contrôle de la lutte contre les maladies du fruit.

En partant de la structure du coût moyen, nous avons simulé la diminution de coût qui résulterait de la suppression des opérations techniques liées à l'éloignement et des autres éléments qui induisent des surcoûts (pertes en station, emballages adaptés, transport et froid). Le surcoût global des Antilles par rapport aux Canaries ainsi est estimé à environ 224, 5 €/t (soit 0, 22 €/kg).

Le calcul de l'aide compensatoire basé sur la définition du prix sortie hangar repose sur la prise en compte d'un forfait transport de 187 €/t du stade sortie hangar au stade Coût assurance frêt (CAF), et une part calculée aux frais réels entre le stade CAF et QWD. Les surcoûts (par rapport aux autres origines communautaires) liés à l'éloignement ne sont pas couverts par le régime d'aide actuel. Dans un souci d'équité entre les différentes bananes communautaires, il serait justifié que ces surcoûts soient financés par le futur régime d'aide.

5. Les déterminants territoriaux de la compétitivité

En dépit des investissements réalisés, la production antillaise ne peut être concurrentielle par ses coûts de revient par rapport aux autres origines. Ce différentiel de compétitivité s'explique par le coût du travail aux Antilles françaises, le surcoût lié à l'éloignement avec les origines européennes concurrentes mais aussi par les difficultés d'accès au foncier, voire le prix des intrants. La compétitivité de cette filière est donc étroitement tributaire du système d'aides mis en place par les pouvoirs publics et la communauté européenne pour soutenir le revenu des producteurs à un niveau suffisant et nécessaire au maintien de leur activité.

Ce système d'aides est issu pour partie du fonctionnement de l'OCMB. Il est fondé principalement sur les montants compensatoires qui sont des compléments à la perte de recette en fonction de l'évolution des prix, pour procurer un revenu suffisant aux producteurs. Ces montants que perçoivent les producteurs sont recalculés chaque année

en fonction de l'évolution des prix. Ils transitent par les groupements de producteurs. Ce système est complété par des aides à l'investissement en amont qui portent principalement sur les travaux d'irrigation, l'utilisation de vitroplants, les stations de conditionnement et d'emballage, la voirie, la mécanisation et la recherche-développement, sous certaines conditions la défiscalisation des investissements.

Dans un contexte d'offre excédentaire, il est de plus en plus admis que la justification de ce système d'aides ne peut plus reposer sur la contribution antillaise à l'approvisionnement du marché européen mais sur les externalités territoriales que procure cette production aux économies des îles qui sont membres de la communauté européenne.

L'impact intersectoriel à travers le transport maritime

Les exportations de banane constituent pour les compagnies maritimes 80 % du trafic en volume. Ces volumes de fruits exportés justifient à eux seuls, l'existence de lignes dédiées au transport maritime dont bénéficient les autres secteurs d'activité des îles, surtout pour le fret « retour ». Il y a une complémentarité entre les deux îles pour rentabiliser le transport maritime et optimiser le remplissage des bateaux. Les experts pensent que si la production de bananes descendait en dessous de 150 000 tonnes au niveau des deux îles, la rentabilité des lignes maritimes pourrait être remise en cause. Ce service dédié pourrait être supprimé et remplacé par un approvisionnement par transbordement soumis à la concurrence comme cela se fait dans les autres îles des Caraïbes. Il s'en suivrait deux conséquences pour les autres secteurs d'activité des îles.

- Une augmentation du coût de transport du fret pour les importations : en se basant sur une comparaison des coûts de transport avec les autres îles de la Caraïbe qui utilisent un service de transbordement (Saint-Domingue...), le coût des produits

importés pourrait augmenter d'un tiers. Le prix de l'ensemble des biens intermédiaires (engrais, fournitures d'entreprises pour le bâtiment etc.) utilisés par l'industrie, le tourisme voir les autres filières agricoles s'en trouverait augmenté et leur compétitivité dégradée.

- La régularité des approvisionnements : le transbordement signifierait par ailleurs la disparition de la régularité des approvisionnements ce qui occasionnerait de graves dysfonctionnements pour l'ensemble des économies insulaires :
- l'approvisionnement des Grandes et moyennes surfaces (GMS) en produits frais à flux tendu devrait être réorganisé par l'extension de chambres froides, d'où des coûts supplémentaires qui se répercuteraient sur les prix de l'ensemble des produits ;
- l'approvisionnement de la Compagnie générale des eaux qui traite les eaux des îles en chlore serait remis en cause (le chlore se stocke très mal en milieu tropical) ;
- l'approvisionnement des pharmacies et des hôpitaux en médicaments parfois difficilement stockables.

L'impact sur l'aménagement du territoire

La comparaison des Recensement général d'agriculture entre 1980 et 2002 souligne une diminution de la Surface agricole utile de 13 % en Martinique et de 10 % en Guadeloupe. Cette tendance devrait se poursuivre. Pourtant, la culture de la banane est une variable importante de l'aménagement du territoire dans le maintien de l'espace agricole principalement dans les zones de montagne où elle permet notamment l'entretien des pistes secondaires. Elle a par ailleurs des retombées sur les autres filières agricoles : les écarts de triage liés⁸ sont valorisés sous plusieurs formes : telles

que l'alimentation animale (porcs et ovins), la fabrication de compost ; les drêches des usines de sucre peuvent être utilisées comme amendements organiques avant plantation de banane...

L'impact de la culture bananière sur l'environnement

La culture bananière est accusée de contribuer à la dégradation des milieux. En effet, les systèmes de culture conventionnels intensifs associent les replantations à une utilisation importante de produits phytosanitaires parfois hautement rémanents et/ou polluants. En Martinique et Guadeloupe, un grand nombre de nouvelles techniques et pratiques agricoles sont développées (Ganry, 2001) pour mieux préserver l'environnement tout en maintenant la compétitivité (coût et qualité). La mise en cohérence des objectifs économiques, environnementaux et réglementaires permet de diminuer de moitié l'utilisation des nématicides/insecticides (Chabrier *et al.*, 2005) depuis 1993 en Martinique (chiffres non disponibles en Guadeloupe). D'autres progrès significatifs sont obtenus dans le domaine de la gestion des résidus plastiques, du traitement des eaux usées de stations d'emballage, de la réduction des pollutions organiques, des mesures anti-érosion.

L'amélioration de la compétitivité

La compétitivité est comprise comme un « construit » issu d'un processus complexe auquel participent de nombreux acteurs (producteurs, groupements, importateurs, mûrisseurs, distributeurs, recherche-développement, pouvoirs publics...) avec lesquels des actions stratégiques sont envisageables. Nous déclinons les axes stratégiques de réalisation de ce processus autour de deux objectifs. Le premier est un objectif de diminution des coûts de revient qui permettrait notamment de baisser le montant de l'aide compensatoire. Le second conduit à identifier des stratégies « hors

8. En Martinique, en 2002, le taux d'écart de triage de la production commercialisée a été de 16 %, soit environ 41 500 tonnes dont 4 500 tonnes destinées à l'élevage porcin.

coût » qui repose sur une meilleure valorisation de l'origine antillaise sur le marché européen.

1. Stratégies de diminution des coûts de revient

La production bananière avec un ratio de main-d'œuvre entre 0,7 à 1,5 homme par hectare dans les Antilles est une activité qui nécessite beaucoup de travail par rapport à d'autres spéculations agricoles tropicales (canne à sucre, arboriculture...). Les variations qui modifient le coût du travail se répercutent fortement dans les coûts de revient et la compétitivité.

Les coûts en main-d'œuvre ont augmenté rapidement depuis 1997 en Martinique et Guadeloupe, pour deux raisons essentielles. En premier lieu, l'augmentation du coût horaire du travail salarié qui devrait, *a priori*, se poursuivre au regard des objectifs politiques d'alignement des rémunérations du travail dans les DOM sur ceux de la métropole. En second lieu, des coûts plus importants de main-d'œuvre dans les stations d'emballage pour améliorer la qualité de la production antillaise (plus de 57 % des coûts). La baisse des coûts de main-d'œuvre nécessite donc une augmentation de la productivité du travail.

Augmenter la productivité du travail

La mécanisation des travaux diminue les besoins en main-d'œuvre par l'utilisation d'outils et de machines plus performantes. Ces perspectives sont cependant réduites dans les bananeraies actuelles car elles ne concernent que certaines opérations dont les plus importantes sont les travaux du sol, les petits outils de travaux en champ, le transport des régimes et les stations d'emballage. La mécanisation de certaines opérations est rendue difficile par l'importance des pentes sur lesquelles sont établies de nombreuses exploitations. Dans les exploitations de taille moyenne, il serait nécessaire de mieux adapter la puissance

des tracteurs aux travaux à effectuer. Dans la plupart des cas ces travaux ponctuels pourraient être externalisés auprès d'entreprises compétentes ou gérées en CUMA. Une mise en commun de ces équipements pour la récolte (actuellement utilisés qu'un ou deux jours par semaine) entre plusieurs exploitations est à envisager. Si dans les stations d'emballage les équipements sont aujourd'hui globalement réalisés, des aménagements complémentaires sont encore nécessaires. Comme pour les travaux de récolte, le développement de stations communes à plusieurs exploitations devrait être encouragé.

Renforcer la transition vers l'agriculture raisonnée et la production intégrée

Le concept d'agriculture raisonnée à l'origine est né d'une réflexion conduisant à améliorer les conditions économiques d'utilisation des intrants permettant une meilleure rentabilité de l'activité agricole (Paillotin, 2000 ; Pervanchon et Blouet, 2002). Les orientations prises pour cultiver la banane de façon raisonnée s'inscrivent dans cette logique. La plantation de vitroplants sur des sols sains (jachères, rotations culturales...) débouche par exemple sur une réduction des applications de nématicides, voire de s'en dispenser. La réalité de ces gains est variable selon les structures d'exploitation.

Dans des exploitations où toute la superficie disponible est cultivée, la mise en jachère d'une partie des terres peut se traduire à l'échelle de l'exploitation par une baisse de la production totale, donc du produit brut. Ceci s'explique par une réduction momentanée de la production bananière pendant la durée de la jachère ou de la rotation (1 à 3 ans en général) et ce, jusqu'au retour des premiers régimes (environ 8 mois après replantation). Les exploitations enregistrent alors une diminution de la production alors qu'elles doivent continuer à assumer leurs charges de main-d'œuvre permanente, d'amortissements des hangars, et des investissements qui sont d'autant

plus élevés qu'elles ont investi récemment.

Une solution serait alors d'obtenir des surfaces supplémentaires, ce qui pourrait être facilité par une politique du foncier adaptée, difficile à mettre en œuvre dans ces contextes insulaires (pression immobilière). Une autre solution conduit à essayer de compenser la baisse de volume sur l'ensemble de l'exploitation par une augmentation des rendements sur les terres restantes.

Certains travaux expérimentaux (Marie, 2000) confirment par ailleurs une relation positive entre l'augmentation des rendements et la baisse des coûts de revient dans le cadre d'itinéraire technique raisonnée. En effet en bananeraie, la plus grande partie du coût des opérations culturales est proportionnelle au nombre de régimes produits et indépendante du poids des régimes⁹. Les pratiques culturales dont les coûts sont proportionnels aux surfaces sont limitées (désherbage, irrigation). Ainsi, tout accroissement du poids des régimes se traduit de façon systématique par une augmentation du rendement et une diminution du coût de revient cultural.

Bien que les rendements (tonnes exportées/hectare) aient augmenté de manière importante ces dernières années, ils sont faibles en regard des potentiels de production de cette culture. Ces gains de rendement ne pourront pas être obtenus par une augmentation des apports en intrants qui d'ailleurs pourrait s'avérer inefficace au plan agronomique. Il est d'ores et déjà possible de proposer des mesures techniques rapides (plantation, œilletonnage, application intrants, soins aux fruits, découpe en station...) et peu coûteuses pour augmenter rapidement les rendements des exploitations se situant en dessous d'un seuil de 30 t/ha. À partir de ce seuil en effet on constate une économie d'échelle technique dans la relation entre une augmentation du

rendement, et une diminution du coût de revient (Temple et Marie, 2006).

Les petites exploitations à itinéraire technique conventionnel auront des difficultés pour entrer dans un processus de jachères/vitroplants en raison de la moindre efficacité des jachères sur des surfaces réduites. Il serait nécessaire que les petits producteurs s'organisent à l'échelle d'un même bassin versant et réalisent des aménagements à une échelle supérieure à celle de leur propre exploitation. On peut progressivement améliorer et raisonner les pratiques techniques mais cela implique l'amélioration du niveau de compétence et de la qualité du travail des exploitants et des salariés.

Les exploitations de taille moyenne qui n'ont pas réussi à entrer dans une dynamique d'utilisation de la jachère en routine sont encore nombreuses. Elles sont encore au cœur de la production antillaise et la poursuite de leur activité est vitale pour l'avenir de l'ensemble de la filière. Ces exploitations en difficulté en raison de coûts de revient élevés et de la baisse des recettes perçues. Elles ne peuvent donc supporter les manques à gagner à court terme qui résulteraient d'une réduction des surfaces cultivées par une mise en jachère de terrains pour un an. Des mesures spécifiques sont donc nécessaires pour subventionner le coût d'entretien des jachères et le manque à gagner provisoire sur la production.

Enfin des contraintes ont lieu au niveau de la taille des parcelles. En effet une jachère, pour être efficace, doit avoir une surface minimale de 1 à 2 ha. La mise en jachère ne peut donc se faire que dans des exploitations d'une taille minimale variant de 6 à 12 ha dans l'hypothèse où le cycle de culture serait d'une durée minimale de 5 ans (Bonin et Cattani, 2006). Les petites exploitations auront des difficultés pour entrer dans un processus de jachères/vitroplants en raison de l'inefficacité des jachères sur des surfaces réduites. Il est donc nécessaire de recourir à des mesures

9. Opérations menées sur la plante : œilletonnage, fertilisation... et des opérations menées sur le régime : haubannage, comptage, gainage, dégage-ment, transport...

spécifiques en matière de gestion du foncier pour que les surfaces libérées lors des cessations d'activité soient préférentiellement redistribuées aux petites exploitations limitées en surface qui s'engagent dans la mise en place de jachères.

Améliorer l'organisation du travail dans les exploitations

L'augmentation des rendements et la mise en œuvre des innovations techniques sur les pratiques culturales suscitées ne sont pas uniquement des questions techniques. Elles sont également tributaires de l'organisation du travail dans les exploitations. Cette adhésion des ouvriers aux objectifs de réalisation optimale des itinéraires techniques requiert, au préalable, une amélioration des régulations sociales au sein des entreprises (Temple *et al.*, 2005).

Inciter à la réalisation d'économies d'échelle technique

Bien que l'échantillon d'exploitations dont nous disposons soit de taille relativement limité et même si un travail empirique

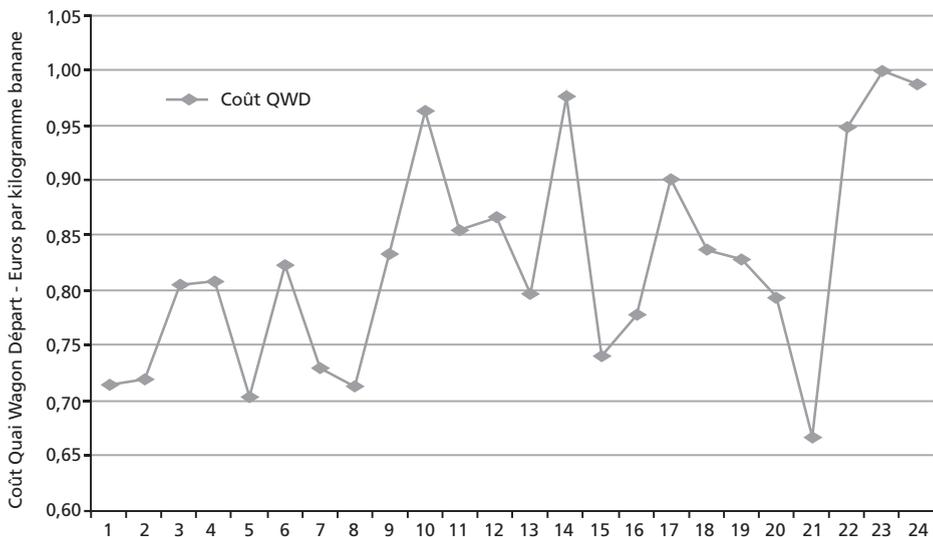
devrait être réalisé pour valider sans détour ce résultat, l'observation de l'évolution du coût de revient en fonction de la taille suggère qu'il n'y a pas de relation claire entre le coût de revient de la banane et la taille de l'exploitation (*graphique 5*) et que les économies d'échelle technique au niveau de l'exploitation sont donc faibles.

Des économies d'échelles dans les stations d'emballage sont cependant envisageables en raison du fait que de nombreux producteurs ont récemment investi dans des hangars d'emballage parfois surdimensionnés par rapport aux capacités de production des exploitations. Ceci se traduit par une sous utilisation des équipements et une augmentation du montant des amortissements et des frais financiers par kg de fruit exporté (Temple et Marie, *op. cit.*) Le développement de stations d'emballage communes à plusieurs exploitations est nécessaire.

Inciter à la réalisation d'économies d'échelle commerciales

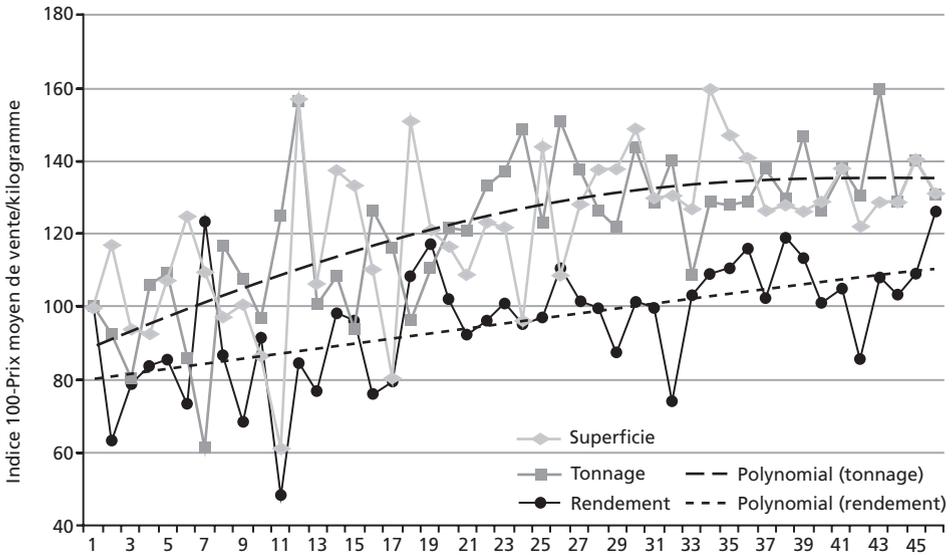
En isolant un sous-échantillon de

Graphique 5. Relation entre la taille d'une exploitation et le coût de revient



Source : Échantillon de 22 comptabilités d'exploitation (Temple et Marie, 2006) ; classement des exploitations en abscisse de la plus petite exploitation à la plus grandes en terme de superficies

Graphique 6. Impacts de la superficie, de la production et du rendement sur le prix de vente



Source : Échantillon de 45 exploitations du CGER - 2002

45 exploitations¹⁰ sur la base des travaux du Centre de gestion d'économie rurale de Guadeloupe pour l'année 2002, nous avons identifié l'existence d'économies d'échelle commerciale en établissant une relation positive entre la taille des exploitations (superficie et volume commercialisé) et le niveau moyen de réalisation des ventes (graphique 6). Ce constat peut s'expliquer de deux manières. En premier lieu l'accroissement des volumes commercialisés par exploitation diminue l'hétérogénéité de la production, qui est, un facteur de déclassement de la production antillaise sur les marchés. La seconde raison serait que la mise en marché de gros volumes réguliers qui répond mieux aux attentes des GMS et permet de mieux négocier les prix de vente avec les importateurs.

2. Stratégie de compétitivité hors coûts : mieux valoriser la banane antillaise

Des enquêtes de consommation ont montré que les consommateurs métropolitains seraient disposés à payer une banane plus chère sachant qu'elle est produite aux

Antilles dans des conditions plus respectueuses de l'environnement (Chambre de commerce et d'industrie, CCI Avignon, 2003). Or l'analyse du différentiel de prix de vente observé sur le marché français avec les productions africaines et sud-américaines¹¹ montre que cette opportunité n'est pas aujourd'hui réalisée. Nous allons détailler ici les pistes qui permettraient de valoriser ce potentiel.

Diminuer l'hétérogénéité de la production antillaise

L'amélioration de la qualité de la banane est une condition indispensable à la mise en place d'une segmentation du marché qui permettrait de vendre plus cher une banane qui coûte plus cher. Tous les opérateurs sont unanimes pour souligner la forte hétérogénéité de la production antillaise. Cette hétérogénéité se traduit par une grande variété d'emballages qui ne correspondent pas à une réelle différenciation qualitative du produit, un respect des cahiers des charges très variable, et de fortes variations de la

10. Échantillon d'exploitations de 1,5 hectare à 40 hectares.

11. En France, la consommation de banane de 8 kg par habitant/an est l'une des plus faibles d'Europe.

Tableau 5. Les Antilles : l'hétérogénéité de la production

			<10 t/an	10-100 t/an	100-1 000 t/an	>1 000 t/an	Total
2003	Guadeloupe	Nombre de producteurs	48	166	112	24	350
		Pourcentage	14 %	47 %	32 %	7 %	
		Production totale (t)	230	7 425	35 766	43 271	
	Pourcentage	0,27 %	8,6 %	41 %	50 %		
	Martinique	Nombre de producteurs	60	329	201	79	669
		Pourcentage	9 %	49 %	30 %	12 %	
Production totale (t)		356	13 933	64 401	174 318	253 008	
Pourcentage	0,14 %	5,5 %	25 %	69 %			
Total Antilles	Nombre de producteurs	108	495	313	103		1 019
	Pourcentage	11 %	49 %	31 %	10 %		
	Production totale (t)	586	21 358	100 167	217 589	339 700	
Pourcentage	0,17 %	6,3 %	29 %	64 %			
2004	Guadeloupe	Nombre de producteurs	60	136	108		12
		Pourcentage	19 %	43 %	34 %	4 %	
		Production totale (t)	250	6 105	32 301	20 283	58 939
	Pourcentage	0,42 %	10,4 %	55 %	34 %		
	Martinique	Nombre de producteurs	41	305	216	72	
		Pourcentage	6 %	48 %	34 %	11 %	
Production totale (t)		198	13 422	62 828	168 710	245 158	
Pourcentage	0,08 %	5,5 %	26 %	69 %			
Total Antilles	Nombre de producteurs	101	441	324	84		950
	Pourcentage	11 %	46 %	34 %	9 %		
	Production totale (t)	448	19 527	95 129	188 993	304 097	
Pourcentage	0,15 %	6,4 %	31 %	62 %			

qualité physiologique des fruits empêchant un mûrissement homogène.

L'hétérogénéité de la production est en partie liée, à l'éclatement de l'offre des petites exploitations qui ne contribuent pourtant que très faiblement à la production totale des deux îles (tableau 5).

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à proposer des mesures d'incitation au départ de ces petits producteurs qui pèsent sur la « qualité » comportant notamment des mesures d'aide sociale pour les exploitations non viables (mesure d'âges, reconversion professionnelle...). Cependant, la mise en œuvre de ces mesures pourrait prendre en considération le fait qu'une partie de ces petits exploitants (taille des exploitations en général inférieure à 4-5 ha) sont des retraités ou des pluriactifs qui parfois cultivent la banane en vue de préserver un statut social d'agriculteur. L'accès à une couverture sociale peut être jugé plus impor-

tant que les incitations à la reconversion. Par ailleurs émergent des petites exploitations qui produisent de la banane en fonction d'objectifs variés tels que l'accès à une indépendance pour d'anciens ouvriers ou gérants de grandes exploitations.

L'action sur la restructuration de la production permet de réaliser par l'amélioration du fonctionnement des centres d'empotage. En effet aujourd'hui, l'assemblage des différents lots dans ces centres est limité par la traçabilité des contributions individuelles. Elle est aussi responsable, pour partie, de l'hétérogénéité actuelle de la production. L'amélioration des mécanismes d'assemblage pourrait reposer sur un panel d'actions complémentaires conduisant à :

- élaborer des règles pour trier les lots en fonction de leurs conditions de production,
- construire une échelle de prix qui tienne compte de la valorisation des différents lots,
- renforcer le suivi qualitatif par les centres

d'emportage et la constitution de lots plus importants par le regroupement de petites exploitations correspondant à des milieux pédoclimatiques et des itinéraires techniques homogènes,

– retirer des référencements les producteurs qui ne récoltent pas de façon hebdomadaire.

Les actions précédentes impliquent également une meilleure transparence des mécanismes de rémunération de la qualité. En effet la mise en œuvre d'une amélioration de la qualité implique de la part des exploitants des investissements importants dans un contexte tendu de trésorerie. Or l'opacité des comptes de vente, l'hétérogénéité de la rémunération de la qualité entre les groupements permettent difficilement aux producteurs de relier ces investissements avec des différences significatives de réalisation de leurs ventes.

Soutenir l'évolution d'une différenciation du produit sur l'origine antillaise

La segmentation par un mode de production de type « agriculture raisonnée » est peu envisageable compte tenu de l'évolution de la réglementation dans ce domaine. D'un point de vue technique, l'émergence d'une production biologique pour les Antilles françaises reste encore du domaine de la recherche car handicapée par la forte pression phytosanitaire et la concurrence de pays qui ont un coût du travail plus faible et qui exportent déjà ce type de production (République Dominicaine, Pérou).

En Guadeloupe, la banane cultivée dans les zones dites de « montagne » présente des qualités particulières au plan organoleptique mais aussi des bons comportements en post-récolte qui les font parfois préférer aux bananes produites en plaine. Ce résultat pourrait constituer une opportunité de segmentation pour les zones dites de montagne mais la dénomination montagne renvoie réglementairement à une zone géographique de production et non pas à une qualité spécifique des produits.

À plus long terme, il serait nécessaire de

s'interroger sur la mise en place d'une segmentation par l'origine aux Antilles qui pourrait s'appuyer sur une Indication géographique de provenance (IGP). Cette segmentation par une IGP requiert entre autre l'existence d'une réputation liée à une spécificité du produit qui peut être rattachée à la zone géographique donnée. La banane antillaise peut-elle revendiquer une réputation spécifique ?

Le groupe variétal étant celui des Cavendish, également cultivé dans les origines concurrentes, la différenciation par la variété est à court terme peu envisageable. Les travaux sont en cours pour rechercher des liens spécifiques entre ces variétés et l'origine Antilles françaises dans les relations entre des caractéristiques pédoclimatiques locales et des variables organoleptiques des fruits. Au plan des pratiques agricoles des particularités par rapport à la banane africaine et américaine pourraient être ainsi valorisées comme celle « d'une banane au vent »¹², d'un mode de production familial...

La banane antillaise peut revendiquer près d'un siècle d'histoire dont l'exploration pourrait conduire à identifier et mettre en valeur des éléments de réputation spécifique. Cependant rien n'interdit d'un point de vue réglementaire que les autres producteurs ou les grandes surfaces comme ils le font actuellement, continuent d'utiliser les signes d'identification à l'origine tel que « provenance de Martinique ». Ceci induit un risque de confusion des consommateurs. La coordination entre les producteurs, les groupements de producteurs et l'aval de la filière est nécessaire pour éviter la multiplication des signes liée à l'origine (IGP, logo Région ultra-périphérique, RUP¹³...). Cette coordination se réalise actuellement au sein de l'Union des Grou-

12. Ce qui la protège relativement de la cercosporiose et réduit les traitements phytosanitaires.

13. Le logo RUP permet de mobiliser des soutiens financiers conjoncturels promotionnels de la part de l'Union européenne.

pements des producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique dont la création fin 2003 marque une étape majeure. Elle impliquerait également d'associer les mûrisseurs et les consommateurs pour créer un réel savoir commun sur des références gastronomiques, sociales, culturelles qui soient partagées (Valeschini et Blanchemanche, 2003).

La recherche agronomique (Cirad) a développé aux Antilles un programme de création variétale dont l'un des objets est de fournir aux producteurs antillais de nouvelles variétés de banane (*autres que Cavendish*), productives, résistantes aux maladies, transportables au froid par bateau et de bonne valeur gustative. Il est envisagé que les producteurs antillais conservent l'exclusivité de l'utilisation de ces nouvelles variétés, protégées par des certificats d'obtention végétale, sur le marché européen. Elles sont supposées pouvoir soutenir une politique de segmentation par des variétés aisément identifiables dans leur origine martiniquaise ou guadeloupéenne. Elles impliquent cependant un renforcement des coordinations entre la recherche et les acteurs des filières.

Conclusion

La production bananière antillaise génère une valeur ajoutée sur le territoire. Elle crée de nombreux emplois (principalement en Martinique) et induit des externalités positives sur l'ensemble des autres filières (dont le transport maritime est un exemple significatif). Ces dernières années, ses impacts négatifs sur l'environnement ont diminué en réduisant l'utilisation de pesticides. En voie d'évolution, avec notamment la création de l'Union des producteurs de banane de Guadeloupe et Martinique, elle dispose de leviers susceptibles d'accroître significativement sa compétitivité tant en matière de réduction des coûts de revient, que de valorisation du produit final. La filière

antillaise bénéficie d'atouts qu'elle retire pour partie de son insertion dans l'espace européen dont particulièrement des conditions naturelles propices à la culture, un environnement politique et institutionnel stable. Elle bénéficie aussi d'un fort appui de la recherche agronomique publique qui, au delà des activités de conseil génère des innovations techniques.

Cependant, cette production est confrontée à un certain nombre de difficultés liées en grande partie à l'insularité et sa situation ultrapériphérique : un coût élevé de la main d'œuvre du fait du statut de département français, une importance des risques climatiques, une pression grandissante sur le foncier agricole, une faible intégration des groupements dans l'aval de la filière, un surcoût lié à l'éloignement de son marché, une hétérogénéité et une atomisation des exploitations. Enfin l'éloignement et l'étroitesse du marché agricole intérieur (intrants, machinisme agricole...) se traduit par des surcoûts dans l'approvisionnement en facteurs de production par rapport à d'autres zones où la taille du marché permet de réaliser des économies d'échelle.

Les calculs des coûts de revient situent ces derniers dans un intervalle de 0,84 €/kg à 0,87 €/kg. Ces chiffres masquent en fait une grande variabilité. L'évolution de ces coûts de revient montre que la bananeraie antillaise a connu de grands changements techniques qui ont permis une augmentation des rendements, une diminution des quantités de pesticides utilisés ainsi que la diminution des coûts de commercialisation (principalement au niveau du fret). Ces gains de compétitivité ont été absorbés par l'augmentation du coût du travail. De plus, en Guadeloupe, le progrès technique a été moins rapide et son bénéfice, pour partie, absorbé par les accidents climatiques. Enfin, la comparaison du coût de cette production par rapport aux provenances extracommunautaires montre que le coût élevé de la main d'œuvre aux Antilles avantage les provenances africaines et sud-américaines.

En dépit de ses fortes potentialités, la bananeraie est en difficulté. La majorité des exploitations a un « coût » de revient supérieur au revenu net moyen perçu. L'amélioration de la compétitivité coûtera indispensable au maintien de la filière et reposera, pour un grand nombre d'exploitations, sur l'augmentation des rendements, une meilleure organisation du travail, la formation des employés, une maîtrise des frais généraux et le perfectionnement du fonctionnement des groupements.

La compétitivité se fondera sur une stratégie « hors coûts » basée sur le position-

nement commercial de la banane antillaise. Celle-ci s'appuiera sur une amélioration de la qualité et une diminution de l'hétérogénéité des fruits, une globalisation de l'offre et la réalisation d'opportunités dans la segmentation du marché : IGP, nouvelles variétés hybrides... ■

Cette recherche a bénéficié d'une aide du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des politiques économique et internationale (Référence MAAPAR 02.B1.02.01). Le contenu du présent article n'engage que la responsabilité de ses auteurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bonin, M., Cattan P. (2006). Pratiques de jachère et dispositifs d'appui en production bananière guadeloupéenne. *Fruits*, n° 61 (2), p.83-97.
- CCI Avignon. (1983). *Épreuve hédonique Bananes*. Avignon, Laboratoire d'Évaluation sensorielle, Maison de l'alimentation Technopole Agroparc, 21 p.
- Chabrier C., Mauléon H., Bertrand P., Lassoudière A., Quénéhervé, P. (2005). Banane antillaise, les systèmes de culture évoluent : en Martinique, méthodes alternatives pour réduire l'utilisation des nématicides et insecticides en bananeraies. *Phytoma, la défense des végétaux*, n° 584, p. 12-16.
- Ganry J. (2001). Maîtrise de la culture du bananier pour une production raisonnée face aux nouveaux défis. In « *Comptes rendus de l'Académie d'agriculture de France* », n° 87 (6).
- GFA terra systems (2001). *Jamaica Cameroon. Economic and Financial Analyses of Financing Proposals under the Banana budget Line*. Bruxelles, rapport Commission européenne, 70 p.
- Loeillet D. (2006). Marché international de la banane : les producteurs ont la tête dans les étoiles. *Fruitrop*, n° 131, p. 2-4.
- Marie P. (2000). Culture raisonnée et réduction des coûts de production : vers une production bananière raisonnée et rentable. *Fruitrop*, n° 74, p. 12-15.
- Paillot G. (2000). *L'agriculture raisonnée*. Paris, Rapport au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 53 p.
- Pervanchon F., Blouet A. (2002). Deux qualificatifs à concilier en agriculture raisonnée et intégrée. *Cahiers Agriculture*, vol. 11, n° 2, p. 151-157.
- Temple L., Marie P. (2006). *Analyse de la compétitivité et de l'impact économique des filières de production de bananes en Martinique et Guadeloupe*. Cirad Montpellier, ministère de l'Agriculture, Vol. I, II, III, IV, V + Rapport final, 414 p.
- Temple L., Marie P., Bakry F. (2005). Les coordinations sur le travail : un déterminant de la compétitivité dans les filières bananes des Antilles françaises. In symposium International INRA « *Territoire et enjeux du développement régional* », Lyon.
- Valceschini E., Blanchemanche S. (2003). Valeur économique de la signalisation de la qualité par l'origine. Communication au séminaire « *les produits d'origine et de qualité : enjeux stratégiques* », Montpellier, Institut régional de la qualité alimentaire, 8 p.